

BOLIVIE - PROFIL DU PAYS ET DES RELATIONS BILATERALES

I. Généralités

La République de Bolivie s'étend sur le haut plateau des Andes et sur le bassin sud-ouest de l'Amazone. Elle est limitée à l'ouest par le Chili et le Pérou, au nord et à l'est par le Brésil, au sud par le Paraguay et l'Argentine. Son territoire couvre 1'098'581 km² (Suisse : 41'293 km²).

La Bolivie a une population d'environ 7 millions d'habitants, dont 85% environ sont indiens, 10% métis et 5% blancs, pour la plupart d'origine européenne. Cela représente une densité de 5,9 habitants par km². Les régions les plus peuplées sont l'Altiplano et les contreforts des Andes (agriculture et exploitations minières), alors que les plaines basses du bassin de l'Amazone n'accueillent qu'un habitant au km².

La religion catholique-romaine est la religion d'Etat, mais la liberté des cultes est garantie. On trouve des églises catholiques dans tout le pays.

Bien que les 2/3 de la main-d'oeuvre bolivienne se consacrent à l'agriculture, la production ne suffit pas à couvrir les besoins du pays, surtout en ce qui concerne les céréales et les produits laitiers. Par contre, de grands progrès ont été réalisés dans la production de riz, de sucre et de café, denrées alimentaires dont la Bolivie exporte les excédents. Quoique plus de 40% de la surface totale du pays soit recouverte de forêts où les bois abondent, l'économie forestière est encore peu développée. Les industries de transformation ne se développent que lentement. Elles produisent actuellement de la bière et de l'eau gazeuse, des tissus de coton, de laine et de polyester, des cigarettes, de la farine de froment, du ciment et du verre, etc. L'industrie minière traverse depuis 1985 des moments difficiles. L'étain, qui occupait une place de choix dans les exportations de métaux, n'est pratiquement plus exploité, ce qui a incité le gouvernement à chercher d'autres ressources et à le remplacer peu à peu par l'agriculture. Depuis quelques années, la balance commerciale est nettement déficitaire. Un produit d'exportation important, qui ne figure cependant pas dans les statistiques officielles, est la cocaïne.

Le profil tourmenté des Andes ainsi que les forêts vierges du Chaco et des plaines basses du bassin de l'Amazone ont fortement entravé le développement de l'infrastructure bolivienne. Aujourd'hui, le réseau de chemins de fer à voie étroite s'étend sur quelque 4'600 km, reliant l'Altiplano aux ports chiliens d'Antofagasta et d'Arica, au Pérou et au nord de l'Argentine et la province de Santa Cruz au nord de l'Argentine et au Brésil.

Selon la Constitution, la Bolivie est une république où le pouvoir est confié à un président qui est assisté d'un vice-président et qui nomme lui-même ses ministres. Le



Président est le chef du gouvernement, lequel a son siège à La Paz. Le pouvoir législatif est exercé par deux assemblées : le Sénat et la Chambre des députés. Le pouvoir judiciaire (Cour suprême) est sis à Sucre.

Historique

La République de Bolivie a une histoire tourmentée du fait de son instabilité politique chronique et des coups d'Etat qui la secouent de façon régulière, mais aussi à cause de ses fréquentes disputes territoriales avec les Etats voisins. L'Etat bolivien est né en 1825 de la sécession des provinces du haut Pérou qui ont proclamé leur indépendance. De par la position géostratégique de la Bolivie, les crises des pays voisins ont fait vivre ce pays pendant de longues années, pratiquement toute la seconde moitié du XIXème siècle et le début du XXème, en état de guerre permanente ou de mobilisation perpétuelle, d'où l'importance de l'armée en tant qu'institution dans la vie nationale. La dernière guerre territoriale contre le Paraguay date de 1933.

En 1951, lors des élections présidentielles, le candidat du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR), M. **Victor Paz Estenssoro**, a recueilli le plus grand nombre de votes, sans obtenir cependant la majorité. L'autorisation de retourner de l'exil lui fut toutefois refusée et le pouvoir fut transféré à une junte militaire. Un soulèvement populaire, soutenu par le MNR et par une partie de l'armée, permit à M. Paz Estenssoro de rentrer en Bolivie et d'assumer la Présidence. Son gouvernement, une coalition du MNR et du Parti du Travail, entreprit une "révolution sociale", nationalisa les mines, introduisit le suffrage universel (auparavant, les illettrés n'avaient pas le droit de vote) et la réforme agraire.

Le mandat présidentiel de 1956 à 1960 fut assuré, sous le signe de la continuité, par un autre "révolutionnaire" de 1952, le Dr. **Herman Siles Zuazo**. M. Paz Estenssoro fut réélu en 1960 et renversé en 1964 par son vice-président, le **Général René Barrientos**, qui co-présida une junte militaire avec le soutien de l'armée. Le Général Barrientos se représenta aux élections présidentielles de 1966, qu'il remporta. Il rencontra une forte opposition des groupes de gauche et des syndicats de mineurs. Au sud-est du pays, il y eut une intense **activité de guerrilla** dirigée par Ernesto "Che" Guevara, le révolutionnaire qui avait joué un rôle de premier plan dans la victoire de la guerrilla castriste à Cuba. Dûment assistées par des conseillers militaires américains, les forces armées parvinrent à dompter la révolte. Elles capturèrent et exécutèrent Guevara.

En 1969, le général Barrientos trouva la mort dans un accident d'avion; son vice-président fut renversé par l'armée peu de temps après. Une lutte entre officiers de l'armée de gauche et de droite porta à la présidence le **Général Torres**, sympathisant de la gauche, qui soutint la réforme agraire et la participation ouvrière à la gestion des entreprises.

L'inquiétude des milieux de droite provoqua, en 1971, l'avènement au pouvoir du **Colonel Hugo Banzer Suarez**, qui fut aussi soutenu par une fraction du MNR. Après de nombreuses promesses de retour à un gouvernement constitutionnel et des tentatives de coup d'Etat, des élections furent enfin tenues en 1978. Le MNR avait entre-temps retiré son soutien au Président Banzer et passa à l'opposition active. Le résultat des élections fut déclaré nul en raison d'allégations de fraude. Un nouveau coup d'Etat eut

lieu, suivi d'un contre coup d'Etat, jusqu'aux élections présidentielles de 1979, dont le résultat fut la parité entre deux anciens présidents, MM. Siles Zuazo et Paz Estenssoro, devenus entre-temps leaders de factions rivales du MNR. Un gouvernement intérimaire, formé en attendant la proclamation du vainqueur fut renversé par le **Colonel Alberto Natusch Busch**, officier de droite, qui se retira peu de temps après. Les nouvelles élections de 1980 ne donnèrent pas de vainqueur et, en attente de la proclamation du Président par le Congrès, le **Général Luis Garcia Meza** (le "Général contrebandier") réalisa un nouveau coup d'état, le 189ème en 154 ans d'indépendance de la Bolivie. Une mutinerie militaire força le Général Garcia à démissionner et à transférer le pouvoir au **Général Celso Torrelío Villa**, qui annonça son intention de lutter contre la corruption et de conduire le pays à de nouvelles élections. En 1982, après des soulèvements de travailleurs et des manifestations, la junte militaire mit le destin du pays dans les mains du congrès élu en 1980.

Le **retour à la démocratie** fut sanctionné par l'élection à la Présidence de **M. H. Siles Zuazo**, qui fut investi d'un mandat de 4 ans. Il dirigea une **coalition de gauche**, incluant des membres de son propre parti, le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire de Gauche (MNRI), ainsi que du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR) et du Parti Communiste de Bolivie (PCB). Ce gouvernement se montra toutefois incapable de satisfaire aux espoirs soulevés par le retour à la démocratie, et ceci en dépit de la reprise de l'aide des Etats-Unis et de certains autres Etats occidentaux. Une nouvelle coalition fut formée par le président en 1983, plus à droite. Entre-temps, le MIR s'unit au MNR et aux milieux d'affaires dans une dure critique de la politique économique du gouvernement, élaborée d'après les méthodes du FMI dans le but que cette institution reprenne son assistance en faveur du pays. Le mécontentement des milieux syndicaux conduisit à une grève générale et à un nouveau remaniement du gouvernement, en janvier 1984. De nouvelles rumeurs de coup d'état et un scandale lié à la drogue, auquel furent associés les noms de plusieurs membres du gouvernement, minèrent la confiance populaire en ce dernier. Le Président Siles Zuazo, désespéré, entreprit une grève de la faim de 5 jours et, peu après annonça qu'il se retirerait de la présidence une année avant la fin de son mandat.

Les élections d'août 1985 favorisèrent, en termes relatifs (28% des voix) l'ancien dictateur **Général Banzer**, candidat de l'Action démocratique nationaliste (ADN), de droite. Un ballottage du congrès détermina la formation d'une alliance entre le MNR et les plus importants partis de gauche, dont le MIR. Ceci permit à **M. V. Paz Estenssoro** (MNR) d'être élu à la présidence. M. Paz Estenssoro annonça aussitôt sa "Nouvelle Politique Economique", soit un programme austère afin de juguler l'hyperinflation (14'173% annuels). La Centrale Ouvrière Bolivienne (COB), principal syndicat du pays, rejetta le programme et appella à une grève générale d'une durée indéfinie. En réponse, le gouvernement proclama l'état d'urgence de 90 jours. La conclusion de la grève fut considérée comme un succès pour le gouvernement, qui consolida son autorité. La désaffection des partis de gauche à l'égard du MNR détermina le changement d'alliance de ce parti, qui conclut le "pacte pour la démocratie" avec l'ADN. A fin 1985, l'effritement du marché de l'étain eut des conséquences catastrophiques sur l'économie bolivienne, mais le président resta fidèle à sa politique. Le gouvernement commença un programme de lutte anti-drogue, avec l'assistance d'experts américains, ce qui lui valu des accusations de la part de l'opposition de "trahir la constitution" et de "compromettre la souveraineté nationale". A partir de ce moment,

l'aide américaine est subordonnée à la poursuite par le gouvernement d'un programme d'éradication de la coca. En 1986, une nouvelle grève générale est proclamée par le COB pour protester contre les mesures d'austérité, et un nouvel état d'urgence est décrété par le gouvernement. Des leaders syndicaux et de l'opposition sont arrêtés et ensuite libérés sous condition d'une reprise du travail. En 1987, le Boliviano devient la devise nationale, égale à un million d'anciens pesos. Le désordre social se poursuit tout au long de l'année jusqu'à un remaniement ministériel, en 1988.

En 1989, la campagne présidentielle voit se profiler 3 candidats principaux : M. G. Sanchez de Losada (MNR), Ministre de la Planification du gouvernement sortant, ainsi que le Général Banzer (ADN) et **M. Jaime Paz Zamora (MIR)**. Les trois candidats se déclarent toutefois d'accord sur deux points essentiels, la nécessité du maintien du programme d'austérité et de la lutte contre le trafic de drogue. Le résultat du vote met les trois candidats en situation de quasi égalité et, suite à une hostilité surgie entre MM. Sanchez et Banzer, le pacte MNR-ADN ne se renouvelle pas. M. Banzer retire sa candidature pour soutenir M. Paz Zamora, qui est ainsi proclamé président par le congrès en août 1989. Cette **alliance contre nature** entre un président appartenant à l'Internationale Socialiste et un Général de l'extrême droite a toutefois résisté jusqu'à ce jour et continue d'appliquer le programme d'austérité du gouvernement précédent. L'inflation a été ramenée à 15% par an, taux exemplaire pour l'Amérique latine, mais la Bolivie reste le pays le plus pauvre, après Haïti, de l'hémisphère occidental. La Bolivie dépend énormément de l'étranger pour nourrir, mal, ses sept millions d'habitants. Avec la stabilité retrouvée et la continuité et la rigueur dans l'application de sa politique économique, le gouvernement s'efforce de présenter une image crédible à l'étranger, afin d'attirer des investissements.

La présidence de Jaime Paz Zamora

Sous le gouvernement issu de l'Alliance patriotique (ADN-MIR), présidé par M. Paz Zamora, la Bolivie a poursuivi la politique d'ajustement structurel inaugurée en 1985 sous la surveillance des organismes financiers internationaux. Elle devait en particulier parachever en 1992 la privatisation de 158 entreprises du secteur public. Malgré une reprise de l'inflation (15% en 1991), les premiers résultats de cette politique se sont fait sentir en 1991 : le taux de croissance a été de 4,1%, la balance commerciale a été excédentaire de 200 millions de dollars. Comme dans les pays voisins, le coût social est élevé : 30% de la population participe à des activités illégales, comme la contrebande et le trafic de drogue. Les projets de développement alternatif n'ont pas apporté de solutions durables aux paysans qui ont accepté en 1991 d'arracher 5000 hectares de cocaïers en échange d'une indemnisation.

L'opposition, avec le recul des partis de gauche et des organisations syndicales, a pris un nouveau visage : marches de protestation et grèves de la faim, mais aussi lutte armée.

Sur le plan électoral, on a assisté à une chute de popularité des grands partis - Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), Action démocratique nationaliste (ADN), Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) - discrédités par les scandales et les affaires de drogue, et à la montée de mouvements populistes, comme l'a montré le résultat des élections municipales en décembre 1991. L'Union civique de la solidarité

(UCS), dirigée par le brasseur Max Fernandez, est arrivée en troisième position avec 23% des voix, et la Conscience de la patrie (CONDEPA) dont le leader, Carlos Palenque, est propriétaire d'une chaîne de télévision en quatrième position avec 15,3% des voix. La gauche n'a obtenu que 10% des voix. Le gouvernement de M. Paz Zamora a certes su maintenir une continuité en matière de politique économique, il a toutefois été critiqué en raison de sa lenteur, de ses hésitations, de sa faiblesse et, surtout, de la corruption généralisée qui le caractérise. Issu d'une alliance entre deux partis virtuellement incompatibles, ce gouvernement n'a pas su répondre au défi de l'appauvrissement croissant de la population et des énormes inégalités.

En 1992, les exportations ont diminué de 14% suite aux pluies et inondations - qui ont touché les principaux produits (soja, bois, canne à sucre), représentant le tiers des devises en 1991.

1992 devait être l'année de la privatisation des entreprises publiques. Le gouvernement a dû faire marche arrière à cause de l'opposition des syndicats (dans le cas des mines), des accusations de corruption (pour les hôtels Sheraton et Crillon) et du manque d'intérêt des investisseurs (comme la compagnie aérienne Lloyd). Depuis 10 ans, la Bolivie vit en démocratie et, depuis 1985, elle a adopté l'économie de marché et appliqué une législation extrêmement libérale. Toutefois, l'investissement étranger ne vient qu'au compte-gouttes, ses pôles d'attraction étant l'or et le pétrole.

La croissance souffre de graves distorsions, le secteur productif perdant du terrain face au tertiaire. Selon les statistiques officielles, 40 % de la population active travaille de façon informelle.

Jusqu'à présent, le programme "lutte contre la pauvreté", lancé par le gouvernement en novembre 1991, n'a guère eu de succès.

En fait, l'apparente bonne santé de la Bolivie est due à deux béquilles : l'aide internationale (environ 800 millions de dollars) et la cocaïne (de 300 à 500 millions de dollars). A noter enfin le taux de mortalité de 102 pour 1000 concernant les enfants de moins d'un an, la malnutrition, qui touche 50 % des enfants de moins de cinq ans, et l'analphabétisme, 27 % de la population.

II. Relations bilatérales

La Suisse et la Bolivie entretiennent des relations qui peuvent être qualifiées de **bonnes et sans problèmes**.

Les **relations diplomatiques** furent établies en 1946. La Suisse a ouvert un consulat à La Paz en 1911 qui fut transféré à Oruro pendant la période de 1912-1922. Sa représentation à La Paz fut élevée au rang de Consulat général en 1935 et, par la suite à celui de Légation (1962) et d'Ambassade (1963). Depuis l'établissement des relations diplomatiques, notre Chef de mission à Lima est également accrédité auprès du gouvernement bolivien. L'Ambassadeur de Suisse, M. Markus Kaiser, présentera ses lettres de créance prochainement.

La Bolivie est représentée à Berne par son Ambassadeur en RFA. L'ambassadeur

bolivien, M. Bernardo Bauer Kyllmann, a présenté ses lettres de créance le 22 mars 1993. D'une manière générale, les relations que nous entretenons avec la Bolivie sont moins intenses qu'avec d'autres pays de la région.

La Bolivie a attiré relativement peu de nos émigrants, qui ont plutôt choisi de s'établir dans les pays voisins. **681 citoyens suisses sont établis en Bolivie**, dont 460 ont la double-nationalité (1992). **Les ressortissants boliviens en Suisse** sont au nombre de 450 (en août 1991). En raison de l'instabilité interne chronique et de son économie pauvre et peu diversifiée, les relations économiques bilatérales ne se sont pas particulièrement développées (cf note séparée de l'OFAEE).

Par contre, **notre coopération au développement** est très active en Bolivie. Elle dispose d'un Bureau de coordination à La Paz. L'aide suisse se concentre sur les activités de **développement rural** et le financement de projets de l'Agence internationale de développement d'appui aux efforts d'**amélioration de la gestion économique** du gouvernement, de décentralisation régionale, ainsi que dans une contribution au **fonds social d'urgence** COFIDA (création d'emplois, construction d'infrastructures économique et sociale, soutien d'activités productives notamment au niveau de coopératives, assistance sociale, médicale et nutritionnelle). Bien que notre apport d'aide publique au développement ait quelque peu stagné en Bolivie, notre engagement dans ce pays reste important. En 1990, le total de notre coopération technique et de notre aide financière se chiffrait à **18 millions de francs**. En septembre 1991, le Conseil fédéral a décidé d'accorder une aide à la balance des paiements de 10 millions de francs.

3. Visites bilatérales

En Suisse

Aucune

En Bolivie

1991 : Ambassadeur Nicolas Imboden, Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux OFAEE / DFEP.

4. Accords bilatéraux

Voir liste annexée.

p.B.14.20.(5). - JR

ACCORDS ENTRE LA SUISSE ET LA BOLIVIE

Etat au 25 mars 1993

AMITIE. ETABLISSEMENT ET SEJOUR

(0.142)

Echange de notes du 22 octobre 1962 sur la suppression du visa, entré en vigueur le 22 novembre 1962
(non publié)

COOPERATION ECONOMIQUE ET TECHNIQUE

(0.97)

Accord du 29 octobre 1979 concernant un don d'aide financière et technique de 11 millions de francs suisses, entré en vigueur le 29 octobre 1979
(non publié)

Accord du 5 décembre 1986 concernant "una ayuda a la Balanza de Pagos", entré en vigueur le 5 décembre 1986
(non publié)

Accord du 27 août 1987 concernant le rééchelonnement de dettes boliviennes, entré en vigueur le 27 août 1987
(non publié)

Accord du 9 juin 1989 concernant le rééchelonnement de dettes boliviennes, entré en vigueur le 9 juin 1989
(non publié)

RS/SR 0.974.218.9

Accord de coopération technique et scientifique du 30 novembre 1973 (Accord-cadre), entré en vigueur le 15 septembre 1975
(RO 1975, 2448 / AS 1975, 2448)

RS = Recueil systématique du droit fédéral / SR = Systematische Sammlung des Bundesrechts

RO = Recueil officiel des lois fédérales / AS = Amtliche Sammlung des Bundesrechts

- 2 -

Accord du 20 décembre 1990 concernant le rééchelonnement de dettes boliviennes,
entré en vigueur par échange de notes le 9 juillet 1991
(non publié)

RS/SR 0.975.218.9

Accord du 6 novembre 1987 concernant la promotion et la protection réciproques
des investissements, entré en vigueur par échange de notes le 17 mai 1991
(RO 1991, 1624 / AS 1991, 1624)

Accord du 27 novembre 1991 concernant "una ayuda a la balanza de pagos dentro del
marco del Programa de ajuste estructural", entré en vigueur le 31 janvier 1992
(non publié)

Accord du 27 novembre 1992 concernant le rééchelonnement de dettes boliviennes,
entré en vigueur le 27 novembre 1992
(non publié)